



## Politique économique et droits humains



Le Groupe de travail sur les politiques économique facilite l'analyse critique et l'action collective visant à mettre en cause les politiques, les pratiques et les structures économiques qui nuisent au respect, à la protection et à la mise en œuvre des droits humains.

### Objectifs actuels

- Renforcer et approfondir l'analyse des enjeux économiques en cours sous l'optique des droits humains en faisant valoir les points de vue et le plaidoyer des organisations membres – mouvements sociaux et ONG –, en combattant les violations systémiques des droits humains liées aux politiques économiques dans différentes régions et en facilitant les échanges stratégiques interrégionaux entre ces membres ;
- Renouveler un programme d'action commun et axé sur la stratégie pour que le plaidoyer collectif des membres permette de promouvoir des politiques et de nouveaux modèles économiques qui favorisent la réalisation des droits humains ; et
- Favoriser la participation continue de membres et partenaires du Réseau DESC à des initiatives collectives existantes, dont Righting Finance et la Coalition pour les droits humains dans le développement, que nous avons mises en place avec l'appui du Réseau DESC.

### Impacts 2013-2016

- Le Réseau DESC, sous le leadership d'IAP et de CIEL, a cofondé la **Campagne Miser sur les droits humains**, mobilisant membres et alliés – mouvements sociaux et ONG – dans des actions de plaidoyer visant à renforcer les Sauvegardes de la Banque mondiale et à faire respecter les obligations en matière de droits humains en lien avec le financement du développement à plusieurs niveaux. En 2015, le Réseau DESC a aidé à animer une réunion de stratégie de campagne internationale, à l'issue de laquelle plusieurs membres ont assumé la direction d'un nouveau comité directeur, assuré la transition de la Campagne à la Coalition pour les droits humains dans le développement et apporté un nouvel appui technique aux actions de plaidoyer de niveau national.
- À l'issue d'actions de plaidoyer pour les droits humains en lien avec le commerce, les organismes de crédit à l'exportation et l'austérité menées antérieurement par le Groupe de travail sur les politiques économiques, celui-ci a participé à la création de la plateforme virtuelle **Righting Finance** – sous la coordination du Center of Concern et la direction de plusieurs membres –, qui joue toujours un rôle essentiel dans l'approfondissement de l'analyse critique et le soutien au plaidoyer dans différents espaces internationaux. Un nombre grandissant de **membres de mouvements sociaux et de groupes de base ont participé à des dialogues et à des discussions stratégiques** concernant les politiques économiques, jetant ainsi les bases d'un nouveau travail collectif mené par les membres dans les mois à venir.

### Activités prioritaires pour 2016

Au cours des dernières années, le C.A. et plusieurs membres ont souligné la nécessité d'accorder une attention accrue et soutenue aux questions de politique économique en renouvelant le Groupe de travail sur les politiques économiques. Les membres ont à cœur d'approfondir et promouvoir l'analyse

de la conjoncture mondiale et des nouveaux enjeux économiques du point de vue des droits humains et de faciliter le plaidoyer collectif ciblant les politiques et pratiques économiques qui compromettent les droits humains tout en faisant la promotion de modèles alternatifs.

1. **Renforcer l'analyse des principales questions de politique économique du point de vue des DESC :** en partant de thèmes qui sont ressortis du récent recensement des politiques économiques et des développements en cours qui ont une incidence sur les membres du Réseau DESC, animer des webinaires/discussions en ligne entre des membres de diverses régions pour faire valoir leur analyse et leur plaidoyer, au moyen notamment de notes d'information et de balados/vidéos.
2. **Renouveler le Groupe de travail sur les politiques économiques :** mettre en place un groupe consultatif/comité directeur de membres, reposant sur les principes de l'équilibre régional et hommes-femmes et de la centralité des mouvements sociaux ; identifier et analyser les pistes d'action collective, en partant du recensement des politiques économiques, et explorer les possibilités de projets pilotes, éventuellement avec d'autres groupes de travail, comme celui sur les entreprises et les droits humains ou celui sur les femmes et les DESC ; tenir une réunion de planification stratégique du Groupe de travail remobilisé dans le cadre de la Réunion de stratégie globale.
3. **Favoriser la participation continue de membres du Réseau DESC aux initiatives liées aux politiques économiques déjà en place :** notamment Righting Finance et la Coalition pour les droits humains dans le développement, ainsi que des projets entrepris par divers membres.

***Nouveaux enjeux et synergies potentielles :*** Une analyse plus complète du recensement des politiques économiques sera effectuée en juin 2016. Une première analyse a fait ressortir plusieurs sujets de préoccupation et d'intérêt pour des groupes de membres se recoupant. De façon générale, le recensement a permis de constater qu'il existait un désir collectif de concevoir des modèles alternatifs fondés sur les droits humains en réponse aux modes de développement dominants, qui reposent sur la privatisation des services publics, sur l'expansion de partenariats public-privé (notamment en lien avec les nouveaux Objectifs de développement durable des Nations Unies) et sur les accords sur le commerce et l'investissement qui privilégient les intérêts commerciaux plutôt que le bien public. Les membres ont également souligné les questions relatives aux droits humains liées aux économies informelles et des soins, aux politiques fiscales axées sur le marché, au règlement de différends entre les investisseurs et l'État et autres thèmes connexes, telles que l'infrastructure, l'énergie et les industries extractives.

## **Membres**

Plus de 40 membres du Réseau DESC provenant de toutes les régions du monde participent directement aux activités liées aux politiques économiques et aux droits humains. Trente organisations, dont presque un tiers représentent des mouvements sociaux, ont participé à un recensement des politiques économiques par les membres en 2015. En 2016, au moyen d'une série de dialogues en ligne sur des thèmes clés et de débats approfondis dans le cadre de la Réunion de stratégie globale en novembre, un noyau d'organisations de diverses régions devra, idéalement, assurer un nouveau leadership dans ce domaine d'activités, amenant un plus grand nombre de membres à se consacrer au plaidoyer collectif et à des projets s'y rattachant.